



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2019



MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -123,142 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2019 s'élève à -123,142 Md€ contre -114,232 Md€ à fin août 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-8,910 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 7,029 Md€, une baisse des recettes nettes de 2,338 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,456 Md€

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 230,642 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,656 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,714 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,879 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,349 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,857 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,489 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,925 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,318 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,227 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,020 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2019 s'élèvent à 230,642 Md€ contre 223,613 Md€ à fin août 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,029 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 4,365 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,916 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,651 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,724 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (0,936 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,657 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,905 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,719 Md€).

des versements au titre de la prime d'activité pour 3,147 Md€), des dépenses d'investissement pour 1,404 Md€ (notamment au titre de la mission « Défense ») et des dépenses de personnel pour 1,126 Md€ (hausse prévue en LFI 2019).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 138,353 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,373 Md€ ;

► **IR net** : 6,998 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,443 Md€, dont 1,151 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,279 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,206 Md€, dont 0,671 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **IS net** : -1,385 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 1,765 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,742 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,381 Md€, dont la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour - 2,064 Md€ et le prélèvement au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale pour -1,124 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 169,228 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2019 s'élèvent à 169,228 Md€ contre 170,315 Md€ à fin août 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,087 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IR net de 9,844 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier infra-annuel d'encaissement des recettes et de versement des R&D.

La hausse des R&D d'IR s'élève à 9,901 Md€ (dont des crédits et réductions d'impôt intervenus mi-janvier et le Crédit d'impôt pour la modernisation du recouvrement (CIMR), intervenu courant juillet).

Cette baisse des recettes d'IR net est partiellement compensée par une augmentation des recettes de TVA nette pour 4,263 Md€ et d'IS net pour 1,406 Md€.

Recettes non fiscales : 8,399 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2019 s'élèvent à 8,399 Md€ contre 7,226 Md€ à fin août 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,173 Md€) s'explique notamment

par les produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en hausse de 0,894 Md€, en raison de l'augmentation du montant du dividende de la Banque de France de 0,947 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -42,328 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2019 s'élèvent à -42,328 Md€ contre -39,625 Md€ à fin août 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,703 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,559 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -30,854 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,777 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,795 Md€ (essentiellement au titre des mensualisations de taxes foncières et de taxes d'habitation) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,560 Md€ (essentiellement au titre du désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité) et des recettes pour 0,600 Md€ (au titre de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2019 s'élève à -30,854 Md€ contre -31,310 Md€ à fin août 2018.

Dettes financières de l'Etat au 31 août : 1 841,120 Md€

La dette financière est en augmentation de 77,703 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 76,216 Md€).
Le montant net des BTF a augmenté de 1,587 Md€.



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2019	2018 retraité 2018 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-13 399	-123 142	-114 232	-97 298	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	22 851	230 642	223 613	224 058	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	15 318	138 353	140 691	158 070	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 998	39 219	49 063	49 063	
- IS *	-1 385	6 686	5 280	5 280	
- TVA	10 373	86 819	82 556	103 209	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 865	-30 854	-31 310	-31 310	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 014	131 311			16
Dette financière de l'Etat	7 610	1 841 120			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 778	87 882	86 756	86 769
Dépenses de fonctionnement	3 064	38 108	37 868	38 086
Charges de la dette de l'Etat	40	26 279	26 454	26 454
Dépenses d'investissement	1 544	9 283	7 879	7 879
Dépenses d'intervention	7 375	67 018	62 653	62 867
Dépenses d'opérations financières	50	1 080	1 011	1 011
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	22 851	230 642	223 613	224 058
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 437	169 228	170 315	187 216
Recettes non fiscales	430	8 399	7 226	7 708
Prélèvements sur recettes	-6 124	-42 328	-39 625	-39 629
Fonds de concours	574	3 054	2 775	2 775
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	15 318	138 353	140 691	158 070
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	21 442	180 681	180 316	197 699
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 533	-92 289	-82 922	-65 988
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-14	3 437	2 617	2 617
Solde des comptes de concours financiers	-6 202	-35 199	-34 467	-34 467
Solde des comptes de commerce	308	805	460	460
Solde des comptes d'opérations monétaires	43	69	1 747	1 747
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 865	-30 854	-31 310	-31 310
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-13 399	-123 142	-114 232	-97 298



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 778	87 882	86 756	86 769
Rémunérations d'activité	6 276	50 570	49 771	49 776
Cotisations et contributions sociales	4 459	36 831	36 480	36 487
Prestations sociales et allocations diverses	43	481	505	505
AUTRES TITRES	12 073	142 760	136 857	137 289
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 064	38 108	37 868	38 086
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 120	15 710	15 995	16 395
Subventions pour charges de service public	944	22 398	21 874	21 691
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	40	26 279	26 454	26 454
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	40	26 279	26 454	26 454
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 544	9 283	7 879	7 879
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 143	7 058	6 124	6 124
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	402	2 226	1 756	1 756
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 375	67 018	62 653	62 867
Transferts aux ménages	4 384	36 455	32 619	32 640
Transferts aux entreprises	1 213	10 626	10 001	10 203
Transferts aux collectivités territoriales	409	5 476	5 601	5 505
Transferts aux autres collectivités	1 361	14 430	14 410	14 497
Appels en garantie	8	31	22	22
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	50	1 080	1 011	1 011
Prêts et avances	0	180	51	51
Dotations en fonds propres	50	333	391	391
Dépenses de participations financières	0	567	569	569
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	22 851	230 642	223 613	224 058



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2019		Cumul à fin août 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	3	1	22	19	1
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	1	5	3	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	2	0	13	14	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat ⁽¹⁾	1	0	5	2	1
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	131	224	2 023	1 757	1 887
Action de la France en Europe et dans le monde	89	88	1 100	995	1 077
Diplomatie culturelle et d'influence	12	79	637	505	543
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	57	272	257	267
Présidence française du G7	9	0	14	1	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	195	203	1 830	1 809	1 823
Administration territoriale	131	133	1 101	1 080	1 085
Vie politique, culturelle et associative	2	6	109	106	132
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	62	64	620	623	606
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	140	150	1 837	1 698	1 639
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	31	39	1 071	955	909
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	59	61	360	343	331
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	50	406	399	398
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	164	47	2 786	2 060	2 090
Aide économique et financière au développement	134	3	943	675	729
Solidarité à l'égard des pays en développement	30	44	1 843	1 385	1 361
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	5	23	1 857	1 740	1 871
Liens entre la Nation et son armée	1	2	28	20	31
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	14	1 754	1 644	1 765
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	76	76	76
COHESION DES TERRITOIRES	221	1 916	15 212	12 507	13 095
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	157	171	1 390	1 216	1 123
Aide à l'accès au logement	3	1 651	13 030	10 621	11 339
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	25	37	340	243	223
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	19	100	119	99
Interventions territoriales de l'Etat	1	3	23	30	29
Politique de la ville	26	34	329	279	281
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	50	462	449	435
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	33	266	264	253
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	154	143	140
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	6
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	6
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	126	160	2 308	1 728	1 716
Patrimoines	33	42	809	483	479
Création	16	37	681	510	510
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	81	818	735	727
DEFENSE	3 378	4 349	33 786	31 504	29 512
Environnement et prospective de la politique de défense	38	77	919	1 007	974
Préparation et emploi des forces	695	925	9 434	6 090	6 100
Soutien de la politique de la défense	1 788	1 857	15 450	15 329	15 309
Equippedement des forces	858	1 489	7 983	9 078	7 129
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	93	100	827	780	734
Coordination du travail gouvernemental	45	59	412	390	336
Protection des droits et libertés	4	4	67	65	70
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	44	37	348	325	328



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2019		Cumul à fin août 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 075	1 724	11 818	9 894	8 843
Infrastructures et services de transports	708	936	4 218	3 477	3 396
Affaires maritimes	3	7	119	99	73
Paysages, eau et biodiversité	13	21	115	97	97
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie ⁽²⁾	3	4	459	375	374
Prévention des risques	10	158	677	566	425
Energie, climat et après-mines	117	57	999	875	388
Service public de l'énergie	0	313	3 193	2 369	2 049
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	222	226	2 037	2 037	2 040
ECONOMIE	87	194	1 322	1 221	1 268
Développement des entreprises et régulations	41	148	664	572	623
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	34	302	303	298
Stratégie économique et fiscale	13	13	356	347	347
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	77	48	26 411	26 437	26 779
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	40	40	26 279	26 279	26 454
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	36	8	60	31	22
Epargne	1	0	72	46	81
Majoration de rentes ⁽³⁾	0	0	0	0	142
Dotation du Mécanisme européen de stabilité ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 658	5 656	49 174	48 972	48 302
Enseignement scolaire public du premier degré	1 879	1 879	14 998	14 995	14 615
Enseignement scolaire public du second degré	2 717	2 714	22 231	22 212	22 005
Vie de l'élève	247	267	4 113	4 077	3 963
Enseignement privé du premier et du second degrés	535	537	5 348	5 334	5 323
Soutien de la politique de l'éducation nationale	160	171	1 514	1 419	1 433
Enseignement technique agricole	120	88	971	935	962
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	793	806	7 038	6 828	6 858
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	600	610	5 161	5 088	5 129
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	54	67	649	597	616
Facilitation et sécurisation des échanges	128	124	1 042	1 005	982
Fonction publique	11	5	187	138	132
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	101	101	1 279	1 096	964
Immigration et asile	73	83	1 003	867	794
Intégration et accès à la nationalité française	28	18	276	229	170
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	940	999
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	173	118
Valorisation de la recherche	0	0	0	403	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	364	680
JUSTICE	608	722	6 027	5 818	5 632
Justice judiciaire	274	276	2 347	2 280	2 316
Administration pénitentiaire	246	327	2 357	2 340	2 184
Protection judiciaire de la jeunesse	54	67	605	541	528
Accès au droit et à la justice	4	4	380	379	353
Conduite et pilotage de la politique de la justice	30	47	334	275	249
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	5	4	450	381	371
Presse et médias	4	3	194	189	190
Livre et industries culturelles	1	1	256	192	181
OUTRE-MER	104	88	2 076	1 684	1 617
Emploi outre-mer	44	37	1 684	1 372	1 243
Conditions de vie outre-mer	60	51	392	312	374



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2019		Cumul à fin août 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	992
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	210	702	25 669	21 382	20 690
Formations supérieures et recherche universitaire	61	56	13 076	11 191	11 175
Vie étudiante	99	58	2 325	1 657	1 709
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	21	285	6 000	4 891	4 650
Recherche spatiale	0	161	1 768	1 496	1 191
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	2	1 390	1 224	1 041
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	5	57	582	536	521
Recherche duale (civile et militaire)	0	58	172	116	120
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	105	38	41
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	26	251	234	241
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	520	5 705	4 542	4 582
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	339	3 750	2 983	3 000
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	748	557	563
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 208	1 002	1 018
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	204	164	2 804	2 419	2 612
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	204	160	2 643	2 253	2 410
Concours spécifiques et administration	0	4	160	167	202
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 784	6 795	92 646	92 616	83 675
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 485	6 496	89 339	89 310	80 189
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	299	299	3 307	3 307	3 485
SANTE	5	77	1 301	1 049	942
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	77	389	309	243
Protection maladie	0	0	913	740	699
SECURITES	1 670	1 657	14 098	13 605	13 228
Police nationale	870	905	7 357	7 237	6 978
Gendarmerie nationale	771	719	6 421	6 017	5 897
Sécurité et éducation routières	4	2	28	20	18
Sécurité civile	24	31	293	331	335
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	156	2 318	22 114	17 554	14 001
Inclusion sociale et protection des personnes	85	1 020	9 387	7 308	4 267
Handicap et dépendance	0	1 227	11 563	9 181	8 657
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	20	18	17
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	68	1 144	1 048	1 059
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	15	20	1 052	699	638
Sport	6	11	258	214	195
Jeunesse et vie associative	9	9	564	442	411
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	231	43	31
TRAVAIL ET EMPLOI	741	824	10 900	9 077	9 486
Accès et retour à l'emploi	430	476	4 717	4 394	4 906
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	258	294	5 693	4 180	4 069
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	38	61	57
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	53	54	452	441	454
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	22 799	29 647	345 829	323 258	307 288
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	16 015	22 851	253 183	230 642	223 613

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019

(3) Suppression en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 219	53 826	53 769	53 769
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	147	1 379	1 471	1 471
Impôt sur les sociétés (C)	390	34 970	34 803	34 803
Impôt sur les sociétés	380	34 205	34 068	34 068
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	9	765	735	735
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 206	10 750	10 949	7 248
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	78	745	662	662
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	366	4 114	3 235	3 235
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	38	455	490	490
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	145	132	132
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	14	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	23	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	24	17	17
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	77	54	54
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	4	191	194	194
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	2	2
Prélèvements de solidarité	671	4 580	5 339	1 819
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	3	3
Recettes diverses	34	379	809	629
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 279	7 800	7 872	7 973
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 549	127 613	120 280	140 933
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 443	25 505	24 845	24 694
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	43	351	380	380
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	124	108	108
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	10	10	10



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	184	1 859	1 711	1 711
Mutations à titre gratuit par décès	967	7 795	8 630	8 630
Contribution de sécurité immobilière	62	515	490	490
Autres conventions et actes civils	36	293	339	339
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	40	367	334	334
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	15	135	73	140
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	117	133	133
Timbre unique	41	230	195	195
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	490	7 711	7 407	7 407
Autres droits et recettes accessoires	0	4	12	12
Amendes et confiscations	3	34	26	26
Taxe générale sur les activités polluantes	25	1 532	534	534
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	68	169	162	162
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	34	33	33
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	35	34	34
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	575	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	162	1 434	1 440	1 440
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	75	522	490	490
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	274	283	283
Prélèvement sur les paris sportifs	45	358	301	301
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	43	42	42
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	74	666	782	602
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	38	271	272	234
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	27 232	261 844	253 989	270 891
TOTAL GENERAL (net de R&D)	20 437	169 228	170 315	187 216



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	4 891	4 097	4 097
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 531	2 637	2 637
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	351	351
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 343	1 106	1 106
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	4	4
Produits du domaine de l'Etat (B)	41	505	303	891
Revenus du domaine public non militaire	13	107	139	139
Autres revenus du domaine public	0	3	6	6
Revenus du domaine privé	3	219	44	44
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	4	104	101	101
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	21	68	5	593
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	4	9	9
Produits de la vente de biens et services (C)	166	898	812	705
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	221	205	205
Autres frais d'assiette et de recouvrement	73	612	592	485
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	4	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	56	59	10	10
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	15	265	272	272
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	44	47	47
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	3	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	3	4	4
Intérêts des autres prêts et avances	1	31	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	12	121	104	104
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	57	76	76



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	52	750	754	754
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	8	208	135	135
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	115	23	23
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	6	8	8
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	39	360	528	528
Frais de poursuite	1	8	7	7
Frais de justice et d'instance	1	6	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	2	1	1
Divers (F)	155	1 089	987	987
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	202	234	234
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	26	141	151	151
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	4	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	5	5	5
Récupération d'indus	4	110	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	9	80	85	85
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	19	32	32
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	21	16	16
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	22	239	208	208
Produits divers	2	21	65	65
Autres produits divers	84	199	150	150
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	430	8 399	7 226	7 708



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 381	-26 341	-26 197	-26 201
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 064	-18 833	-18 819	-18 823
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-4	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-1	-16	-16
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-397	-2 225	-1 985	-1 985
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 124	-1 636	-1 552	-1 552
Dotations élu local	0	0	-63	-63
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	-30	-30
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-20	-312	-306	-306
Dotations régionale d'équipement scolaire	-88	-574	-536	-536
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-243	-2 012	-2 052	-2 052
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-230	-343	-379	-379
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-3	-2	-2
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-71	-66	-66
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-114	-237	-301	-301
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-91	-91	-87	-87
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 742	-15 986	-13 427	-13 427
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 124	-42 328	-39 625	-39 629
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	546	2 845	2 584	2 584
Fonds de concours - coopération internationale	29	209	191	191
TOTAL FONDS DE CONCOURS	574	3 054	2 775	2 775



unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 484	5 471	46 664	47 997	50 101	50 615	3 437	2 617
Aides à l'acquisition de véhicules propres	37	43	233	266	341	388	108	122
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	85	134	625	774	1 051	1 120	426	346
Développement agricole et rural	21	9	75	89	129	123	54	34
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	16	32	213	172	253	251	40	79
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	1 385	1 390	1 711	1 654	327	263
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	33	17	192	211	633	228	442	17
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	212	0	117	148	-95	148
Participations financières de l'Etat	22	0	557	1 700	394	919	-163	-781
Pensions	4 711	4 632	38 582	38 249	40 044	40 073	1 462	1 825
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	88	351	117	407	29	56
Transition énergétique	560	600	4 502	4 795	5 311	5 304	808	509
Comptes de concours financiers	9 162	2 960	75 306	80 692	40 107	46 225	-35 199	-34 467
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	22	1 541	8 185	933	7 332	-608	-853
Avances à l'audiovisuel public	322	140	2 573	2 596	1 380	1 509	-1 193	-1 088
Avances aux collectivités territoriales	8 777	2 795	70 870	68 930	37 580	37 149	-33 289	-31 781
Prêts à des Etats étrangers	13	2	113	929	214	224	101	-706
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	51	0	209	52	1	12	-208	-40
Comptes de commerce	273	581	29 344	29 478	30 149	29 939	805	460
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	76	204	492	406	582	446	91	39
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	15	111	110	112	107	0	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	671	703	671	703	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	26	103	281	289	406	441	124	152
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	152	204	27 497	27 692	27 566	27 712	69	20
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ⁽¹⁾	0	0	1	1	1	0	0	-1
Opérations commerciales des domaines	3	9	32	30	55	44	23	14
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	17	15	13	14	-4	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	0	44	240	232	743	471	502	239
Comptes d'opérations monétaires	82	126	1 409	579	1 477	2 325	69	1 747
Emission des monnaies métalliques	0	43	77	96	177	177	100	82
Opérations avec le Fonds Monétaire International	82	83	1 330	473	1 296	2 141	-34	1 668
Pertes et bénéfices de change	0	0	2	10	4	7	2	-3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 002	9 137	152 722	158 746	121 835	129 104	-30 887	-29 642
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 920	9 055	151 392	158 273	120 539	126 963	-30 854	-31 310

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	47	414
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	4	14
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-59	359
	Total organismes à caractère financier	796	-8	787
	CEPL			
	Régions	2 502	1 953	4 455
	Départements	7 206	-141	7 065
	Communes	25 649	-1 006	24 643
	HLM	310	-79	230
	Autres	25 278	-1 026	24 251
	Total CEPL	60 944	-299	60 645
	Etablissements publics de santé	5 179	251	5 430
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	3 334	15 220
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	2 400	7 862
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	2 362	5 977
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	325	1 643
	Total établissements publics nationaux	22 282	8 421	30 702
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	923	13 285
Union européenne	2 143	3 277	5 420	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	15	67	
GIP	777	212	989	
EPLÉ	2 523	738	3 261	
Autres correspondants	9 788	918	10 706	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	1 836	15 023	
Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	14 400	131 292	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-2	20
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	22	-2	20
Total Passif (A)		116 914	14 398	131 312
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		116 913	14 398	131 311



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	77 803	1 834 223
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	76 216	1 719 736
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	76 216	1 719 736
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	76 651	1 500 550
- <i>taux variable</i>	194 761	257	195 018
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	1 587	114 487
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	1 587	114 487
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	-101	6 897
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	77 703	1 841 120



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.